



Septembre, 2012

Sommaire

SOCIETE

► Regards sur l'éducation 2012

(p.1-2)

► Perspectives des migrations internationales ; Migration after the Arab Spring

(p. 2-3)

SCIENCES & TECHNIQUES

► Impacts de la bioénergie sur la sécurité alimentaire

(p. 3)

ECONOMIE

► Perspectives agricoles 2012-2021

(p. 4-5)

ENVIRONNEMENT

► Climate vulnerability monitor: a guide to the cold calculus of a hot planet

(p. 5-6)

POLITIQUE

► The Future of Europe Group

(p.6-7)

◆◆◆ SOCIETE

► **Regards sur l'éducation 2012/** L'Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE), 2012

Source : <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2012-fr>

Tags : | Société | Education | Enseignement supérieur | Pays émergents | Chine | Inde | OCDE | Prospective |

Le paysage éducatif mondial a connu une mutation qualitative stimulée par l'avènement de l'économie de la connaissance et la croissance accrue de l'enseignement supérieur dans le monde lors de la dernière décennie.

Dans ce rapport sur l'éducation dans le monde, l'OCDE met en relief ce contexte éducatif et économique marqué par les impacts de la récession économique mondiale.

Le rapport note que dans les pays de l'OCDE, entre 2008 et 2010, le taux de chômage a connu une augmentation de 8,8% à 12,5% pour les individus dont les niveaux de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire et de 4,9% à 7,6% pour les individus titulaires d'un diplôme de fin d'étude secondaire. Cependant, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur est resté bien en deçà passant de 3,3% à 4,7% durant la même période.

Les pays de l'OCDE demeurent la première destination en termes d'enseignement supérieur notamment les Etats-Unis. Le nombre d'étudiants étrangers inscrits dans les programmes d'enseignement supérieur dans ces pays a doublé depuis 2000. Les pays de l'OCDE accueillent aujourd'hui environ 204 millions d'étudiants étrangers, soit 77% de l'effectif. D'ici à 2020, 40% de ces effectifs émaneraient de la Chine et de l'Inde ce qui constituerait un véritable basculement des diplômés vers l'Est. Les Etats-Unis et l'Union Européenne ne représenteraient que 25% du total.

Le rapport constate, également, qu'il y a dorénavant davantage de diplômés de l'enseignement supérieur dans les pays du G20 non membres de l'OCDE (Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Argentine, Brésil, Chine, Corée du Sud, Russie, Inde et Indonésie) que dans les pays de l'OCDE membre du G20. Par ailleurs, l'Asie et particulièrement la Chine cherche à devenir aussi une région d'accueil et s'est fixée pour objectif d'attirer 500.000 étudiants étrangers à l'horizon 2020.

Contact :

Institut Royal des Etudes Stratégiques
Avenue Azzaitoune, Hay Riad
Rabat 10100, Maroc
Tél. : +212 (0) 537 71 83 83
Fax : +212 (0) 537 71 37 99
Email : contact@ires.ma



La perte de terrain significative pour l'Occident est étroitement liée à l'essor de la Chine et de l'Inde en matière d'enseignement supérieur.

La progression de la Chine dans le domaine de l'enseignement supérieur est très marquante. Entre 1999 et 2009, la Chine a connu une augmentation de 16.4% du nombre d'étudiants, d'universités et des publications scientifiques, soit 2.6% à l'échelle mondiale contre 1% pour les Etats-Unis. Une évolution qui revient principalement à l'intégration des pays émergents dans l'économie mondiale.

► Migration after the Arab Spring /Migration Policy Centre / Le Centre des Politiques Migratoires (CPM), 2012

Source :<http://www.migrationpolicycentre.eu/docs/MPC%202012%20EN%2009.pdf>

► Perspectives des migrations internationales / L'Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE), 2012

Source :www.oecd.org/fr/els/politiquesetdonneesdesmigrationsinternationales/perspectivesdesmigrationsinternationales2012.htm

Tags : | Société | Migration internationale | Perspectives | OCDE | Pays arabes | Printemps arabe |

A travers son rapport sur les perspectives des migrations internationales, l'OCDE dresse les tendances globales des migrations observées lors de la dernière décennie. Elle s'interroge également sur le rôle de la migration dans le renouvellement des compétences des populations actives vieillissantes des pays d'accueil et repère les évolutions récentes enregistrées dans le domaine des politiques migratoires après le « renversement des flux migratoires » entre le Nord et le Sud.

La décennie 2000 a été marquée par l'augmentation des flux migratoires vers la zone OCDE en provenance des autres régions du monde, notamment d'Asie et

d'Europe. En 2010, les nouvelles filières d'immigration en départ de la Chine vers la zone OCDE ont dépassé 500 000 personnes par an, suivie de la Roumanie, de l'Inde et de la Pologne. La hausse du nombre de migrants venant de Pologne, Roumanie, Allemagne et Lituanie est due à l'extension de la libre circulation au sein de l'Union Européenne.

La proportion d'immigrés varie d'un pays à l'autre. En 2010, elle a été en moyenne de 13 % dans les pays de l'OCDE contre 11% en 2000. Toutefois, en raison de la crise économique mondiale, en 2010, les flux d'immigration permanente au sein des pays de l'OCDE ont connu une baisse importante, estimée à - 14 % par rapport à 2007. Le rapport relève des disparités importantes entre les pays notamment en Irlande (- 81 %), en République tchèque (- 69 %), en Espagne (- 57 %), au Japon (- 49 %), en Italie (- 38 %) et au Portugal (- 15 %).

Même si les flux migratoires retrouvaient leur niveau d'avant-crise, dans les pays de l'OCDE, ils seraient insuffisants pour compenser le ralentissement de la croissance de la population active, qui atteindrait en moyenne 2 % à l'horizon 2020, contre 8,6 % entre 2000 et 2010. La population active pourrait alors diminuer dans près de la moitié des pays de l'OCDE, qui risquent d'être confrontés à une pénurie de main-d'œuvre.

Entre 2000 et 2010, les migrants ont représenté, sur le marché du travail, respectivement 47 % et 70 % de l'augmentation de la population active aux États-Unis et en Europe, mais seulement 21 % et 14 % de la hausse de la main-d'œuvre hautement qualifiée.

En 2011, les flux migratoires en provenance d'Asie (hors OCDE) sont passés de 24,8 % à 29,3 % de l'ensemble des flux vers les pays de l'OCDE. Les principaux pays d'origine sont la Chine, l'Inde et les Philippines. Les principaux pays de destination sont les États-Unis, le Canada, le



Royaume-Uni et l'Australie, mais l'éventail de ces pays s'est élargi à toute l'Europe, y compris méridionale. Ces migrations ont été moins sensibles à la crise économique que celles en provenance d'autres régions.

Par ailleurs, le rapport publié par le Centre des Politiques Migratoires traite de la question migratoire avant et après le printemps arabe dans le sud de la Méditerranée et étudie les politiques migratoires dans quelques pays européens et arabes.

Le rapport relève que les flux migratoires vers l'Europe n'ont pas été intensifiés par les soulèvements populaires dans le monde arabe, à l'exception d'un mouvement de courte durée observé en Tunisie. À l'opposé, les migrations au sein de la rive sud de la Méditerranée ont été fortement affectées par ces événements tandis que les migrants et les réfugiés fuyaient l'instabilité politique, l'insécurité et la violence en Libye et en Syrie.

Les réactions des pays européens et arabes face à ces soulèvements populaires ont été distinctes. Dans les États arabes, la question migratoire a été généralement dissimulée, dans les médias et le débat public. De plus, plusieurs gouvernements nouvellement constitués ont pris des initiatives pour une meilleure intégration de leurs diasporas dans les processus de transition économique et politique.

L'Union Européenne et ses États membres, quant à eux, ont qualifié les changements politiques que connaît le monde arabe comme une opportunité politique, non seulement pour les peuples arabes, mais aussi pour la Méditerranée dans son ensemble au regard des perspectives en termes d'ancrage aux valeurs de démocratie et de droits de l'Homme.



◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► **Impacts de la bioénergie sur la sécurité alimentaire/** L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), 2012

Source :

<http://www.fao.org/docrep/016/i2599f/i2599f.pdf>

Tags : | Sciences & Techniques | Bioénergie | Sécurité alimentaire |

Dans un contexte marqué par l'augmentation fulgurante des prix du pétrole brut, la demande croissante d'énergie dans les pays en développement et les engagements de réduction des émissions de dioxyde de carbone dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, la bioénergie moderne, et notamment de biocarburants liquides, constitue une réponse immédiate pour les quatre dimensions de la sécurité alimentaire: disponibilité; accès; utilisation et stabilité.

Ce rapport, élaboré par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), souligne l'intérêt du développement de la bioénergie moderne dans la construction d'une nouvelle économie verte marquée par la promotion du développement agricole et rural, en créant de nouveaux emplois et des activités génératrices de revenus, et en améliorant l'accès aux services énergétiques modernes en zone rurale.

Le rapport cite le Brésil comme un modèle à suivre pour les pays qui souhaitent utiliser les bioénergies pour la satisfaction de leurs besoins énergétiques. Dans ce pays émergent, qui est classé deuxième producteur mondial de bioéthanol, plus d'un million de véhicules sont alimentés en carburant produit à base de canne à sucre. La FAO prévoit également l'émergence du continent européen comme un marché d'exportation de produits issus des bioénergies.



Le recours aux projets de bioénergie, qui ne ciblent pas les marchés d'exportation, peuvent améliorer la sécurité alimentaire et contribuer à stimuler la croissance des économies rurales. En parallèle à l'intérêt croissant que revêt le développement de la bioénergie, des craintes se sont cependant accrues quant à leurs effets négatifs potentiels. La FAO souligne à ce titre, le risque que l'expansion des cultures bioénergétiques se produise au détriment de la production alimentaire, ce qui réduirait les disponibilités en denrées alimentaires et alimenterait par conséquent une hausse durable des prix.

Enfin, le rapport expose une nouvelle méthodologie pour aider les Etats à évaluer le potentiel réel des bioénergies et leur impact sur la question de la sécurité alimentaire. Il met en exergue une série d'indicateurs de bonnes pratiques et d'options de politiques publiques relatives à la production durable de bioénergie propres à même de promouvoir le développement rural et la sécurité alimentaire.



► Perspectives agricoles : 2012-2021/

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) ; L'Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE), 2012

Source: http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oced/agriculture-and-food/perspectives-agricoles-de-l-ocde-et-de-la-fao-2012_agr_outlook-2012-fr

Tags : [Economie](#) | [Agriculture](#) | [Perspectives agricoles](#) | [Prospective](#) |

Selon ce rapport de prospective, publié conjointement par l'OCDE et la FAO, les prix agricoles resteraient élevés et volatils au cours de la prochaine décennie sans pour autant stimuler la croissance de la production agricole mondiale.

Les prix agricoles devraient se maintenir à un niveau élevé en raison notamment de la hausse de la demande alimentaire et celle en biocarburants. Ces derniers absorberaient une part importante et sans cesse croissante des productions de canne à sucre (34%), des huiles végétales (16%) et de céréales (14%) d'ici 2021.

L'inflation des prix alimentaires constituerait un problème préoccupant, particulièrement pour les pays en développement. Il en serait de même de la volatilité des prix sur les marchés agricoles en raison de la variabilité importante des rendements, elle-même inhérente aux incertitudes météorologiques et aux conditions climatiques.

Le rapport prévoit un ralentissement de la croissance de la production qui passerait de plus de 2% par an dans les dernières décennies à 1,7% d'ici à 2020. Cette croissance de la production émanerait essentiellement des pays en développement.

S'agissant du commerce mondial des produits agricoles, le rapport souligne que les économies émergentes devraient accaparer une part importante de celui-ci.

A l'horizon 2050, le rapport prévoit une augmentation de 60% de la production agricole et ce, pour répondre à la demande croissante de produits alimentaires. Cette augmentation nécessiterait la production d'1 milliard de tonnes de céréales et 200 millions de tonnes de viande en plus par an à l'horizon 2050, par rapport aux niveaux enregistrés de 2005/07. Pour satisfaire cette demande croissante, il faudra, également, accroître la production agricole pour fournir les matières premières nécessaires à la fabrication de quantités suffisantes de biocarburants.

Selon le rapport, la terre serait plus que jamais un enjeu stratégique à l'heure où la demande alimentaire mondiale ne cesserait d'augmenter. Les projections estiment que la superficie cultivable totale



ne gagnerait que 69 millions d'hectares (moins de 5 %) en 2050. La hausse de la productivité est la réponse la plus appropriée pour contenir les prix alimentaires, compte tenu de l'aggravation des contraintes de ressources, et pour réduire l'insécurité alimentaire mondiale.



ENVIRONNEMENT

► **Climate vulnerability monitor: a guide to the cold calculus of a hot planet** / The Climate Vulnerable Forum, 2012

Source : <http://download.daraint.org/CVM2-Low.pdf>

Tags : Environnement | Changement climatique | Coût économique |

Selon ce rapport publié par le Climate Vulnerable Forum, un partenariat établi en 2009 entre vingt pays, le changement climatique affecte négativement la production économique mondiale et réduit ses perspectives à l'horizon 2030.

Aujourd'hui, le changement climatique coûte à l'économie mondiale 1,6% de son PIB, soit 1.200 milliards de dollars par an. Les températures qui ne cessent de grimper à une cadence effrénée et la pollution liée au carbone, doubleraient les coûts mondiaux jusqu'à 3,2% du PIB mondial d'ici à 2030. L'augmentation d'un degré Celsius dans un pays pauvre, au cours d'une année donnée, diminue substantiellement la croissance économique d'environ 1,3 %. Le changement climatique constitue donc un frein à la croissance et un réel obstacle au développement économique.

Les économies fortement émettrices de carbone sont responsables de cinq millions de morts par an, essentiellement dues à la pollution de l'air. Selon le rapport, s'attaquer aux causes réelles du changement

climatique permettrait de drainer des profits économiques majeurs pour la planète.

Le rapport révèle, également, que même si les pays les plus pauvres devaient pâtir le plus des dommages causés par le changement climatique, les grandes puissances économiques n'en seraient pas épargnées. Durant les deux prochaines décennies, la Chine subirait la plus grande part de toutes les pertes, estimée à plus de 1200 milliards de dollars.

Enfin, le rapport souligne qu'une croissance, entraînant des profits économiques majeurs pour la planète, qu'il s'agisse des grandes économies comme des nations pauvres, est possible si :

- les Etats choisissent des lignes d'action strictes où il est possible de « décarboniser » les économies développées, tout comme celles en développement ;
- les Etats stabiliseraient les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère en inversant la règle des émissions poussées par la croissance ;
- les Etats procéderaient à la mise en œuvre effective des politiques visant à réduire les émissions et qui devraient reposer sur trois éléments essentiels : la fixation du prix du carbone, les politiques technologiques et la résolution des obstacles au changement de comportement ;
- les Etats favoriseraient la promotion des marchés pour les produits énergétiques moins carbonés qui pourraient valoir au moins 500 milliards de dollars US par an d'ici 2050.





◆◆◆ POLITIQUE

► The Future of Europe Group/

Commission Européenne, 2012

Source : <http://download.daraint.org/CVM2-Low.pdf>

Tags : Politique | Union Européenne | Avenir | Union économique et monétaire européenne |

Ce rapport basé sur les propositions élaborées par un groupe de réflexion sur l'avenir de l'Union Européenne, composé de Ministres des Affaires Etrangères des pays européens, appelle à une plus grande coopération européenne pour faire sortir l'Union de la crise actuelle à laquelle elle est confrontée.

Le rapport s'articule autour de deux axes principaux : le renforcement de l'Union économique et monétaire et l'amélioration de leur fonctionnement institutionnel.

- **Renforcement de l'Union économique et monétaire (UEM)**

Dans le cadre du mécanisme de renforcement de l'UEM, jalon essentiel dans la mise en place d'une union bancaire, c'est la Banque Centrale Européenne (BCE) qui garantira, pour toutes les banques de la zone euro, la responsabilité ultime de surveillance de la stabilité financière. Le rapport propose également que l'Autorité bancaire européenne (ABE) mette au point une réglementation «un manuel de surveillance» unique devant permettre de préserver l'intégrité du marché unique et d'assurer une supervision bancaire cohérente dans les vingt-sept pays de l'Union Européenne.

Ainsi, ce mécanisme prévoit que certaines missions de surveillance s'exerceront désormais au niveau européen, notamment les missions essentielles au maintien de la stabilité financière et à la détection des risques pour la viabilité des banques. La BCE sera, entre autres, chargée d'agrèer les établissements de crédit, de faire respecter les exigences en matière de fonds propres, d'endettement et de liquidités, et de surveiller les conglomérats financiers.

- **Révision du fonctionnement de l'Union Européenne**

Revoir le fonctionnement de l'Union Européenne pour devenir un acteur plus fort sur la scène internationale nécessite le renforcement de sa politique étrangère et de sécurité commune.

En guise de mesure, la Commission Européenne recommande le renforcement des compétences de la Haute représentante pour la politique étrangère et de son service européen d'action extérieure et prône une extension des décisions à la majorité qualifiée dans les grandes organisations internationales.

Sur le plan sécuritaire, une industrie de l'armement commune, un marché intérieur de l'industrie de la défense et une armée européenne seraient une option avantageuse pour l'Union.

Sur le plan institutionnel, la Commission Européenne devrait renforcer le rôle dirigeant de la Haute représentante afin que les relations avec les grands partenaires stratégiques de l'Union soient mieux structurées. Le Parlement européen aurait ainsi, un droit d'initiative législative, qui pour l'instant ne revient qu'à la Commission.



INDEX DES TAGS

I

| Union économique et monétaire 6

A

Agriculture 4

B

Bioénergie 3

C

Changement climatique 5

Chine 1

Coût économique 5

E

Economie 4

Education 1

Enseignement supérieur 1

Environnement 5

I

Inde 1

M

Migration internationale 2

O

OCDE 1, 2

P

Pays arabes 2

Pays émergents 1

Perspectives 2

Perspectives agricoles 4

Politique 6

Printemps arabe 2

Prospective 1, 4

S

Sciences & Techniques 3

Sécurité alimentaire 3

Société 1, 2

T

Tendances lourdes 1

U

Union Européenne 6

